



Coordination 93 de lutte pour les sans papiers
9 -11 rue Génin 93200 SAINT-DENIS (Bourse du travail)
Tél : 01.55.84.41.08 (permanences lundi à vendredi 16H.30)

Lettre ouverte aux pouvoirs publics et aux citoyens

Trop d'histoires de vies, humainement insoutenables, nous conduisent à nous insurger : question de dignité dans l'attente d'une politique juste, égalitaire, humaine.

Nous dénonçons la politique inhumaine menée par l'Europe et les gouvernements français qui se sont succédé ces dernières années. Une politique qui refuse de reconnaître notre contribution au développement économique de la France, et fait de nous les responsables d'une crise dont nous sommes les victimes, en nous contraignant à quitter nos pays. Une politique fondée sur le fric et sur une xénophobie **qui fait de l'immigré un bouc émissaire**, entraîne des drames (morts par noyade ou de soif dans le désert), enferme dans les centres de rétention, génère des vies de misère, des maladies psychiques ; les enfants n'en sont pas exclus.

Le mépris et l'indifférence généralisée brisent nos rêves d'avenir et font de nous des personnes sans droit à une existence digne. Une existence qui nous est refusée, sous l'un des motifs habituels des obligations à quitter le territoire : *l'intéressé-e n'établit pas être exposé-e à des peines ou traitements contraires à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ...* ou encore : *ne justifie pas de sa présence sur le territoire ...*

Que peut répondre à cela Abderrazak, ce ressortissant algérien, arrivé à Marseille en 1978, il y a plus de 36 ans. Il n'a pas pu renouveler son certificat de résidence, après un grave accident de travail. Dans l'incapacité de produire les preuves de présence demandées, il s'est retrouvé sans papier. Aujourd'hui, il est sous le coup d'une OQTF, alors qu'il est hospitalisé et dans le coma. Combien d'autres, comme lui, vivent dans l'isolement, la précarité, l'exclusion, incapables de présenter tous les papiers exigés pour avoir droit au seul papier qui leur donnerait enfin le droit d'exister.

FAUT-IL MOURIR POUR AVOIR DES PAPIERS ? REPOSE TOI ABDERRAZAK ON VEILLERA À RÉCLAMER TES DROITS !!! ET LES NÔTRES !

Assez d'hypocrisie ! Assez de démagogie ! On veut nous réduire à vivre dans l'ombre, à nous murer dans la peur, tout en exigeant de nous toujours plus de preuves de notre présence sur le sol français, attestant d'une expérience professionnelle, alors que nous ne sommes pas autorisé-e-s à travailler, justifiant de notre intégration alors que nous sommes d'ores et déjà une partie prenante de la vie de la cité.

Nous voulons une autre alternative à ce dialogue de sourds avec ceux qui réduisent notre humanité à un bout de papier !!! Nous refusons comme nos prédécesseurs - les occupants de la Basilique de Saint Denis, ceux de l'église Saint Bernard, et tous les autres - d'être assignés à la clandestinité, à l'exploitation et au mépris.

Cette lettre ouverte est un **CRI d'ALARME**

vers les pouvoirs publics pour une régularisation de tous les sans papiers avec une carte de dix ans qui ouvre sur une citoyenneté de résidence et crée les conditions d'une égalité effective des droits de toutes et de tous.

vers les citoyens et citoyennes de France et d'Europe, pour un réveil des consciences et pour une entrée en résistance de toute la société

POUR UN CHANGEMENT DE POLITIQUE,
POUR LA REGULARISATION DE TOUTES ET TOUS LES SANS PAPIERS.

C'est une question de dignité !

Soutenez cet appel, en défilant avec nous place de la République, le samedi 22 mars, dans la manifestation contre le racisme et le fascisme initiée par l'Union nationale des sans papiers